Yousef Jabareen, Ahmed Tibi et Sami Abu Shehadeh : une liste, trois visions

À l’approche des élections législatives israéliennes du 27 octobre, FokusIsrael.ch vous présente les principales personnalités politiques de l’État juif. Cette semaine, il s’agit des dirigeants de la coalition arabe tripartite : Yousef Jabareen, du parti « Hadash », Ahmed Tibi, de « Ta’al », et Sami Abu Shehadeh, de « Balad ».

Par Jan Kapusnak

Les trois partis arabes « Hadash », « Ta’al » et « Balad » se sont à nouveau unis avant les élections du 27 octobre. Leurs dirigeants s’accordent à vouloir évincer Benjamin Netanyahou de son poste de Premier ministre et renforcer la représentation arabe. Mais ils restent divisés sur les questions d’idéologie, de participation politique et de nature de l’État d’Israël.

Une liste commune regroupant trois partis au lieu de quatre

Lorsque les quatre principaux partis représentant les citoyens arabes d’Israël se sont présentés ensemble pour la première fois en 2015, cette liste commune est devenue le troisième groupe parlementaire de la Knesset. Elle réunissait des communistes, des nationalistes palestiniens, des islamistes et des responsables politiques locaux. En 2015, cette alliance a remporté 13 sièges et, en mars 2020, elle a même obtenu 15 mandats au sein du Parlement israélien, qui compte 120 membres.

Par la suite, l’alliance à quatre s’est effondrée sur la question de ses objectifs à la Knesset. C’est pourquoi, avant même les élections de 2021, le parti islamiste Ra’am s’est retiré de l’alliance. Il se présente donc à nouveau seul cette fois-ci. En revanche, « Hadash », « Ta’al » et « Balad » ont de nouveau formé une alliance tripartite en vue du scrutin du 27 octobre. Le président de « Hadash », Yousef Jabareen, est en tête de la liste commune, suivi du fondateur de « Ta’al », Ahmad Tibi, et du dirigeant de « Balad », Sami Abu Shehadeh.

En formant cette alliance, les trois partis éliminent de facto le risque que des voix arabes soient « gaspillées » parce que le seuil de 3,25 %, nécessaire pour entrer à la Knesset, ne serait pas atteint. De plus, cette liste commune des trois partis pourrait entraîner une participation électorale plus élevée parmi les électeurs arabes.

Yousef Jabareen : l’avocat spécialisé dans les droits civiques

Juriste originaire d’Um al-Fahm, Yousef Jabareen, aujourd’hui âgé de 54 ans, a étudié à l’Université hébraïque de Jérusalem, ainsi qu’à l’American University et à l’université de Georgetown à Washington. Avant de se lancer dans la politique, il a enseigné le droit et s’est spécialisé dans le droit constitutionnel, les droits des minorités et le statut juridique des citoyens arabes d’Israël.

Yousef Jabareen a été membre de la Knesset de 2015 à 2021. En mai 2026, Hadash l’a élu président avec 82 % des voix. Sur le fond, Jabareen prône la continuité, mais préconise un changement de style. Son discours public est davantage marqué par des arguments juridiques que par une attitude populiste. Son parti, « Hadash, le Front démocratique pour la paix et l’égalité », a été fondé en 1977 autour du mouvement communiste israélien. Il se définit comme un parti judéo-arabe et allie socialisme, soutien à un État palestinien, opposition à l’occupation et égalité civique totale.

Des revendications en faveur d’une plus grande égalité au cœur de son programme

Jabareen associe les revendications en faveur d’une plus grande égalité civique à la résistance contre l’identité constitutionnelle d’Israël en tant qu’État-nation du peuple juif. Après l’entrée en vigueur de la loi sur l’État-nation de 2018, il a affirmé que celle-ci « encourageait la haine envers les Arabes et favorisait l’exclusion ». Il a également averti que cette loi pourrait conduire à une ségrégation dans la fonction publique.

Huit ans plus tard, cette prévision ne s’est pas réalisée. La loi n’a pas instauré de ségrégation et n’a pas aboli les droits individuels protégés par les autres lois fondamentales d’Israël. En 2021, la Cour suprême a confirmé la loi par 10 voix contre 1 et a estimé qu’elle ne portait pas atteinte au caractère démocratique d’Israël.

Yousef Jabareen milite également en faveur de mesures plus strictes contre le crime organisé, d’un financement accru des communautés arabes et de la reprise des négociations sur la création d’un État palestinien. Avant les élections, il ne s’est pas ouvertement prononcé en faveur d’une éventuelle participation à un futur gouvernement de coalition, mais ne l’a pas non plus exclue a priori.

Ahmad Tibi : le vétéran incontournable

Ahmad Tibi est né en 1958 à Tayibe et a fait des études de médecine à l'Université hébraïque. De 1993 à 1999, il a été conseiller politique du dirigeant de l'OLP, Yasser Arafat, et a représenté la délégation palestinienne en tant que porte-parole lors des négociations de Wye River en 1998. Il a quitté ce poste avant d'entrer à la Knesset en 1999, mais ses liens étroits avec Arafat sont restés une source de méfiance pour de nombreux Israéliens juifs. En 2003, le Comité électoral central l'a exclu en raison d'allégations selon lesquelles son soutien à Arafat équivalait à un soutien au terrorisme. La Cour suprême d'Israël a toutefois annulé cette décision à l'unanimité.

Tibi a fondé « Ta'al, le Mouvement arabe pour le renouveau » en 1996. Ce parti laïc défend la création d'un État palestinien et l'égalité des citoyens. Il se concentre notamment sur des thèmes tels que l'accès à des logements abordables, les soins de santé et les services publics. La maîtrise par Ahmad Tibi des rouages parlementaires, sa maîtrise de l'arabe et de l'hébreu, ainsi que ses décennies d'expérience dans les négociations sur la législation, les budgets et les postes au sein des commissions font de lui l'homme politique le plus expérimenté de l'alliance tripartite.

Une rhétorique incisive, une politique pragmatique

Sa rhétorique peut d'ailleurs se révéler bien plus virulente que son pragmatisme parlementaire. Lors d'un événement palestinien en 2012, Tibi a qualifié les martyrs de « symboles de la patrie » et a déclaré qu'il n'y avait « rien de plus louable que ceux qui meurent pour la patrie ». La commission d'éthique de la Knesset lui a adressé un avertissement à ce sujet. Mais Tibi a répondu qu'un « shahid » (martyr) n'était pas un terroriste, mais quelqu'un qui s'était sacrifié pour son pays et qui était mort pour cela.

Après le 7 octobre, Tibi a condamné le massacre des civils israéliens. Mais il a reproché au gouvernement de persécuter les citoyens arabes parce qu'ils manifestaient leur sympathie envers Gaza. En juin 2024, il a déclaré qu'Israël était devenu une « ethnocratie réservée aux seuls Juifs » et a qualifié le climat national de « quasi-fasciste ». Cette accusation est difficile à concilier avec le droit de vote complet des citoyens arabes, leur représentation parlementaire et leur accès à des tribunaux indépendants. Elle illustre toutefois à quel point Tibi marque des points auprès de ses partisans grâce à ses propos polémiques.

Son influence s’est également fait sentir lors des négociations qui ont abouti à l’actuelle coalition tripartite. Si Yousef Jabareen figure officiellement en tête de liste, Ahmad Tibi reste son spécialiste incontournable des négociations.

Sami Abu Shehadeh : le nationaliste palestinien

Sami Abu Shehadeh, âgé de 50 ans, est le plus jeune des trois dirigeants de parti ; il représente l’aile idéologique la plus intransigeante de l’alliance tripartite. Né à Lod et ayant grandi à Jaffa, il a étudié l’histoire du Proche-Orient à l’université de Tel-Aviv et a mené des recherches sur Jaffa pendant le mandat britannique. Il a été membre du conseil municipal de Tel-Aviv-Jaffa, a été élu à la Knesset en 2019 et dirige le parti « Balad » depuis 2021.

« Balad, l’Assemblée nationale démocratique », est un parti nationaliste palestinien laïc. Il réclame un « État pour tous ses citoyens » plutôt qu’un État juif, des droits collectifs pour les citoyens arabes, la création d’un État palestinien, le retrait des territoires conquis en 1967 et un droit au retour pour les réfugiés palestiniens. Ses partisans y voient des revendications en faveur d’une citoyenneté sur un pied d’égalité. Ses détracteurs y voient l’abolition de l’État juif.

Revendication de l’abolition d’Israël en tant qu’État juif

Dans une interview accordée en 2021, Abu Shehadeh a qualifié Israël d’« État colonial fondé sur les ruines de notre peuple ». Mais dans cette même interview, il a également déclaré : « Nous reconnaissons le droit des Juifs de Palestine à l’autodétermination. » Il y a quelques semaines, il a toutefois exigé qu’Israël cesse d’être un État juif et adopte une loi sur l’immigration garantissant l’égalité des droits, tout en permettant aux Juifs de conserver leurs droits nationaux collectifs. En réalité, cela reviendrait à remplacer l’État juif d’Israël par un État binational ou purement civique.

En septembre, le parti « Otzma Yehudit » (Pouvoir juif) et son chef, le ministre Itamar Ben-Gvir, ont demandé à la Commission électorale centrale d’empêcher Sami Abu Shehadeh de se présenter à nouveau à la Knesset. Ils ont cité un article rédigé en arabe et datant de 2023, qu’ils ont interprété comme un soutien de sa part au massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre. Dans sa réponse, M. Abu Shehadeh a nié avoir fait l’éloge de ce massacre ou soutenu la lutte armée. Il a fait valoir que, dans cet article, il s’était prononcé en faveur d’un processus

diplomatique mené par l'Autorité palestinienne et les États arabes. Il a toutefois admis que la publication de cet article avait été une erreur.

Une alliance sans la participation de « Ra'am »

« Ra'am », le quatrième parti des citoyens arabes d'Israël, absent de cette alliance, marque celle-ci presque autant que ses trois membres. Le chef de «Ra'am», Mansour Abbas, n'aurait rejoint l'alliance que si celle-ci lui avait permis, après les élections, de négocier une éventuelle participation au gouvernement indépendamment des trois autres partis. Or, les trois autres membres de l'alliance s'y sont opposés. C'est pourquoi «Ra'am» se présente désormais seul.

Alors que « Ra'am » est ouvert à une nouvelle participation au gouvernement, « Hadash » et « Ta'al » seraient tout de même prêts à soutenir une coalition gouvernementale depuis l'extérieur. Pour « Balad », en revanche, même cette forme de coopération est pratiquement impossible, car le parti rejette l'État juif en tant que tel.

14 sièges prévus pour les partis arabes

Dans deux nouveaux sondages électoraux, la liste commune des trois partis arabes a obtenu huit sièges au Parlement israélien, tandis que « Ra'am » en a obtenu six. L'un de ces deux sondages place le bloc du Premier ministre Benjamin Netanyahou légèrement en tête avec un total de 54 sièges, devant l'opposition qui en compte 52. L'autre sondage attribuait 55 sièges à l'opposition et 51 au bloc de M. Netanyahu.

Les deux sondages aboutissent donc à la conclusion qu'aucun des deux blocs ne parvient à atteindre le nombre de 61 sièges nécessaire à la formation d'un gouvernement au sein de l'Assemblée comptant 120 membres. Pourtant, à l'exception des « Démocrates » de Yair Golan, tous les partis d'opposition continuent d'exclure la possibilité d'intégrer des partis arabes dans une éventuelle coalition.

La question de savoir ce que l'alliance tripartite entend réaliser reste en suspens

Le taux de participation aura une influence décisive sur le résultat du 27 octobre. L'alliance entre « Hadash », « Ta'al » et « Balad » a écarté pour les électeurs arabes

le risque de voir leurs voix perdues en raison du non-dépassement du seuil électoral de 3,25 % – ce qui aurait pu se produire si les trois partis s'étaient présentés séparément. Mais jusqu'à présent, l'alliance n'a pas répondu à la question centrale : que compte-t-elle finalement réaliser sans coopérer avec les autres partis représentés à la Knesset ?

Portraits déjà publiés

Benjamin Netanyahu : de l'homme de l'ombre à la marionnette – mais pas encore vaincu – FokusIsrael

Bezalel Smotrich : d'activiste marginal à homme politique influent au sein de la coalition – FokusIsrael

Itamar Ben-Gvir : de partisan du terrorisme à faiseur de rois – FokusIsrael

Deri, Goldknopf, Gafni : des dirigeants de minorités ultra-orthodoxes dotés d'une influence démesurée – FokusIsrael

Gadi Eisenkot : l'ancien général qui veut vaincre Netanyahou – FokusIsrael

Naftali Bennett parviendra-t-il à battre le Premier ministre Netanyahou pour la deuxième fois ? – FokusIsrael

Yair Lapid : de star de la télévision à rival acharné de Netanyahu – FokusIsrael

Benny Gantz : l'ancien général qui a fait trop confiance à Netanyahou et qui lutte désormais pour sa survie politique – FokusIsrael

Avigdor Lieberman : l'ancien allié de Netanyahou et son ennemi juré de toujours – FokusIsrael

Ofer Winter : une nouvelle force incertaine au sein de la droite politique – FokusIsrael

Yair Golan parviendra-t-il à redynamiser la gauche israélienne, menacée de disparition ? – FokusIsrael

Mansour Abbas – le faiseur de rois qui a redéfini la politique arabe en Israël – FokusIsrael

Jan Kapusnak est analyste politique et auteur. Il vit à Tel-Aviv.